

Brochure n° 3279

Convention collective nationale

IDCC : 1801. – **SOCIÉTÉS D'ASSISTANCE**
(4^e édition en préparation)

ACCORD DU 8 FÉVRIER 2006
RELATIF À LA JOURNÉE DE SOLIDARITÉ
NOR : *ASET0650297M*
IDCC : 1801

PRÉAMBULE

La loi n° 2004-626 du 30 juin 2004 institue deux nouvelles obligations dans le but d'améliorer le degré et la qualité de prise en charge des personnes confrontées à des situations de grande dépendance :

- pour les employeurs : une taxe de 0,3 % sur la masse salariale ;
- pour les salariés : une journée de travail supplémentaire de 7 heures (salariés à temps complet et au prorata pour les salariés à temps partiel) non rémunérée.

Article 1^{er}

Champ d'application

Le présent accord bénéficie aux salariés des sociétés appliquant la convention collective nationale de l'assistance du 13 avril 1994.

Article 2

Les parties ci-dessous signataires conviennent que la durée annuelle du travail pratiquée dans les entreprises ne sera pas allongée du fait de l'application des dispositions de la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004. A l'inverse, l'abrogation de la loi n'aurait pas pour conséquence de la réduire ; en cas de modification de la loi, les parties conviennent de se revoir dans les 3 mois suivant la publication des nouvelles dispositions.

Article 3

Entrée en vigueur

Le présent accord à caractère normatif sera applicable dès le lendemain de sa signature. Le SNSA s'engage à effectuer les démarches nécessaires à son dépôt légal et à son extension.

Article 4

Durée

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Fait à Paris, le 8 février 2006.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

Syndicat national des sociétés d'assistance.

Syndicats de salariés :

Fédération des services CFDT ;

SNCAPA CFE-CGC ;

SNAETAM CFE-CGC ;

Fédération commerce, service et force de vente CFTC ;

Fédération des syndicats du personnel et de la banque et de l'assurance CGT ;

Fédération des employés et cadres CGT-FO.